



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

FOURNITURE D'UN CHARIOT TELESCOPIQUE RELANCE

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Durée et délais d'exécution	3
3.1 - Délai de livraison.....	3
4 - Prix.....	3
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	3
4.2 - Modalités de variation des prix.....	4
5 - Garanties Financières.....	4
6 - Avance	4
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	4
6.2 - Garanties financières de l'avance.....	4
7 - Modalités de règlement des comptes	4
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	4
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	4
7.3 - Délai global de paiement	5
7.4 - Paiement des cotraitants	6
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
9 - Constatation de l'exécution des prestations	6
9.1 - Vérifications	6
9.2 - Décision après vérification	6
10 - Garantie des prestations	6
11 - Maintenance.....	7
12 - Pénalités.....	7
12.1 - Pénalités de retard.....	7
12.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	7
12.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	7
13 - Assurances	7
14 - Résiliation du contrat.....	8
14.1 - Conditions de résiliation	8
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	8
15 - Règlement des litiges et langues.....	8
16 - Dérogations.....	8

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent [Cahier des clauses administratives particulières \(CCAP\)](#) concernent :
FOURNITURE D'UN CHARIOT TELESCOPIQUE RELANCE

Fourniture d'un chariot télescopique, équipé d'un godet à griffe.

Largeur hors tout : 2.45 m maximum

Hauteur de levage : se situant entre 7 mètres minimum et 8 mètres maximum.

Capacité de levage de 4.5 tonnes environ

Capacité de chargement d'une densité de 0,9 à 4,30 mètres de hauteur

Il est rappelé que le présent marché revêt un caractère forfaitaire. Outre la fourniture elle-même, le prix global et forfaitaire est réputé contenir la totalité des prestations nécessaires à la livraison et à la mise en service du matériel dans les conditions fixées par la présente consultation comprenant la fourniture, la livraison et la formation à l'utilisation.

Lieu(x) d'exécution :

Centre de tri ZA les aires

Rue Pierre David

34120 PEZENAS

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à [l'article 4.1 du CCAG-FCS](#), les pièces contractuelles [du marché](#) sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- [l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;](#)
- [le cahier des clauses administratives particulières \(CCAP\) et ses éventuelles annexes ;](#)
- [Le cahier des clauses techniques particulières \(CCTP\) et ses annexes](#)
- [Le cahier des clauses administratives générales \(CCAG\) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009](#)
- [L'offre technique et financière du titulaire](#)

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Délai de livraison

[Le délai de livraison](#) est de **4 mois**.

L'exécution des prestations débute à compter [de la date de notification du contrat](#).

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par [un prix global forfaitaire](#) selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- I(d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial **du marché** est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à **5.0 %** du montant initial, toutes taxes comprises, **du marché**, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à **5.0 %** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse **65.0 %** du montant initial **du marché**. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint **80.0 %**.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de **100.0 %** du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions [de l'article 11 du CCAG-FCS](#).

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à [l'article 11.4 du CCAG-FCS](#) et seront établies en un original et **0** copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de **40 €**. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon [l'article 12.1 du CCAG-FCS](#).

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

SICTOM PEZENAS-AGDE
ZA les aires
rue Pierre David
34120 PEZENAS

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par [le pouvoir adjudicateur](#) au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à [l'article 17 du CCAG-FCS](#).

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de [l'article 19 du CCAG-FCS](#). Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de [l'article 20 du CCAG-FCS](#).

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

[Le jour de la livraison du chariot, le titulaire assurera la formation de 2 à 3 agents de la collectivité, affectés au centre de tri à la pratique et au fonctionnement et à l'entretien de la machine durant 1 jour.](#)

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément [aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS](#).

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, [le pouvoir adjudicateur](#) prendra sa décision dans les conditions prévues [aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS](#).

10 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de **1 an** dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à [l'article 28 du CCAG-FCS](#).

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Le candidat explicitera la manière dont il assurera la garantie de l'équipement, la main d'œuvre les pièces et les déplacements. Il notifiera le délai de garantie constructeur.

Il proposera au-delà de cette garantie minimale :

Une durée de 24 mois supplémentaire

11 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Les conditions de cette maintenance sont les suivantes :

Maintenance « Contrat full service sans pneumatiques »

- Prise en charge des opérations d'entretien courant, de dépannage et de réparation (hors pièces d'usure, accident ou vandalisme) ;
- Contrat établi suivant un critère d'engagement horaire 1300/an pour une durée maximale de 5 ans ;
- strict respect du programme de maintenance constructeur ;
- entretien machine sur notre site (comprenant les pièces, la main d'œuvre et le déplacement) ;
- fourniture de pièces détachées d'origine afin de préserver la garantie constructeur ;
- priorité d'intervention donnée pour les dépannages et réparations ;
- prêt de machine si panne supérieure à 72 h compte rendu des observations éventuelles suite à intervention sur votre matériel ;

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 150,00 €.

Les pénalités ci-dessus (150€ pendant 10 jours puis 250€).

Par dérogation au [sans](#), il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

12.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 150,00 € s'applique dans les conditions suivantes :

Les pénalités ci-dessus (150€ pendant 10 jours puis 250€).

12.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire [du marché](#) ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, [le pouvoir adjudicateur](#) applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC [du marché](#).

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de [l'article 9 du CCAG-FCS](#), tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation [du marché](#) sont définies [aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS](#).

En cas de résiliation [du marché](#) pour motif d'intérêt général par [le pouvoir adjudicateur](#), le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **5.0 %**.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés [à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016](#), ou de refus de produire les pièces prévues [aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail](#) conformément [à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016](#), le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement [au pouvoir adjudicateur](#) par le titulaire [du marché](#). Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution [du marché](#).

[Le pouvoir adjudicateur](#) adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution [du marché](#). En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de [l'article L627-2 du Code de commerce](#), le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte [à l'article L622-13 du Code de commerce](#).

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation [du marché](#) est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution [du marché](#), ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le [Tribunal Administratif de Montpellier](#) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- [L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services](#)
- [L'article 11 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services](#)
- [L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services](#)
- [L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services](#)
- [L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services](#)